

ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS ÉCONOMIQUES

La bonne gouvernance reste encore un objectif

La bonne gouvernance reste encore un objectif pour nombre d'entreprises et administrations économiques algériennes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) — Les administrations économiques algériennes pâtissent de l'archaïsme, de la prégnance de l'informel et leur gouvernance reste insuffisante, sujette à critiques.

Un constat auquel adhère le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani, qui a ouvert hier, à l'hôtel Hilton à Alger, les travaux du onzième symposium international de MDI Business School. Consacré sur deux jours au thème : «Rénover la gouvernance des entreprises et des administrations économiques : quels challenges pour l'Algérie ?», ce symposium est l'occasion d'une réflexion sur la gouvernance d'entreprise, l'ensemble des processus, des normes, des objectifs et des interactions influençant le management et la gestion des entreprises et autres administrations.

Et au-delà de la sujétion aux desiderata politiques, les administrations économiques manquent d'être rationnelles en termes d'allocation des ressources.

Et d'autant que la dépense publique manque d'optimisation, voire est trop importante comme le relèvera le professeur en sciences de gestion de l'Université de Bordeaux IV, Eric Lamarque, en marge.

Comme ces administrations ont un rapport de confiance incertain, voire absent, pour des facteurs tant objectifs que subjectifs, avec les entreprises notamment privées comme le relève le consultant et promoteur de l'Institut Hawkama El Djazaïr, Ali Harbi.

Les entreprises publiques algériennes n'échappent pas à ce constat négatif, dans la mesure où, selon le professeur Kouadria de l'Université Alger III (faculté des sciences écono-



Réda Hamiani fait un constat négatif.

miques et de gestion), s'appuyant sur le cas spécifique de Sonatrach, leur système de gouvernance «ne saurait être qualifié ni de bureaucratique ni de technocratique. C'est un système hybride formé bien plus par des pratiques au sein et en dehors de leur management».

Et au regard d'un rôle qui reste à définir pour le secteur

public, le consultant Ali Harbi s'interroge sur la capacité ou vocation de ces entreprises à accompagner, en complémentarité ou non des entreprises privées. Or, les entreprises privées, elles aussi, n'améliorent pas assez leur gouvernance, contraintes notamment par leur structure patrimoniale, le déficit de confiance de l'environne-

ment institutionnel... Et même si plusieurs entreprises privées, soucieuses de consolider leur croissance, leur compétitivité et leur crédibilité à l'international se sont engagées à parfaire leur gouvernance. En d'autres termes, la gouvernance reste encore un objectif à atteindre pour les entreprises et diverses administrations économiques.

D'autant que l'état des lieux reste à établir, les objectifs sont à définir, des modes opérationnels doivent être développés et un climat de confiance à favoriser, la gouvernance d'entreprises reste ainsi à l'ordre du jour, une exigence, une urgence, dira le consultant Ali Harbi.

Et cela même si un code de bonne gouvernance existe déjà et devrait être, en seconde version, décliné selon les catégories d'entreprises (publiques, privées, cotées en bourse...) et que l'Institut Hawkama renforce son cadre de pilotage, ses capacités d'expertise qualifiée et programmes de formation.

C. B.

TRANSPORT ROUTIER

Les «mouchards», une obligation à partir de fin juin

Le texte d'application rendant obligatoire l'installation de mouchards ou de chronotachygraphes dans les véhicules de transport routier entrera en vigueur avant fin juin. C'est ce qu'a annoncé le directeur général de l'Etablissement national de contrôle technique automobile (Enacta).

Le projet qui consiste à placer un appareil électronique enregistreur de vitesse et de temps de conduite et de repos du chauffeur routier est actuellement en cours d'élaboration au niveau du ministère des Transports, a indiqué, hier, M. Leghreib, premier responsable de l'Enacta lors de son passage à l'émission «Invité de la rédaction» de la Radio Chaîne III.

Cette mesure devra permettre de réduire le nombre d'accidents provoqués par les conducteurs des véhicules de transport de marchandises et de voyageurs.

Le même responsable a évoqué, par ailleurs, la possibilité d'installation d'une usine de fabrication de matériel de contrôle technique de véhicules en Algérie.

A cet effet, des discussions sont en cours entre l'Enacta et un groupement espagnol pour une éventuelle concrétisation de ce projet. Lequel, s'il est concrétisé, souligne M. Leghreib, sera une première dans le monde arabe et en Afrique. L'invité de la radio a indiqué, par ailleurs, que son établissement a procédé au premier trimestre 2012 à la suspension de 15 agents-contrôleurs en raison de manquements aux règles professionnelles et cinq radiés à titre définitif. De plus, 1 973 véhicules ont été retirés de la circulation et 11 930 autres ont fait l'objet de contre-visites durant la même période.

Le premier responsable de l'Enacta a enfin souligné que l'établissement compte réduire l'intervention du facteur humain dans le contrôle de véhicules. C'est pourquoi le dispositif du contrôle technique sera totalement informatisé d'ici la fin de l'année en cours dans le but de «donner plus de crédibilité et de justesse à l'opération de contrôle».

Enfin, et toujours selon l'intervenant, 15,5 millions de véhicules ont été contrôlés par les agences de l'Enacta entre 2003 et 2012 à l'échelle nationale.

Salima Akkouche

RÉALISATION DE LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Le coup d'envoi des travaux donné hier

Le coup d'envoi de la réalisation de la Grande Mosquée d'Alger a été donné hier à Mohammadia, et les travaux des fondations ont été lancés de façon effective par l'entreprise chinoise China State Construction ENRG (CSCEC) en présence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Abdallah Ghoulamallah. La livraison de l'infrastructure devrait se faire au mois de septembre 2015, selon les responsables de l'entreprise chinoise.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - L'entreprise chinoise CSCEC a commencé hier le terrassement et la réalisation des fondations de la Grande Mosquée après un délai de deux mois durant lequel elle a préparé cette étape cruciale, a précisé M. Zhou Sheng, directeur général adjoint de CSCEC.

C'est le 20 mars dernier que l'entreprise s'est engagée à lancer les travaux au terme de huit semaines de préparation.

«Ce délai a été respecté et c'est ce qu'il y a lieu de retenir», a déclaré le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Abdallah Ghoulamallah, lors d'une cérémonie officielle en présence de l'ambassadeur du Japon. M. Mohamed Lakhdar Aloui, directeur général de l'Agence nationale

pour la réalisation de la Grande Mosquée d'Alger (Anargema), maître d'œuvre, rappellera qu'après quatre années, la conception architecturale, le choix du bureau d'étude en 2008, l'étude en plan en 2009, et le choix de l'entreprise en 2011, les travaux effectifs ont pu être lancés dans les délais fixés.

Le contrat avec l'entreprise chinoise a été signé le 30 mars dernier et les travaux de réalisation des fondations pour le premier bâtiment ont commencé juste après, a précisé le responsable.

Le ministre des Affaires religieuses annoncera, pour sa part, que jusqu'à la finalisation et la livraison du projet, 17 000 personnes seront recrutées, dont 10 000 Algériens. Le directeur général adjoint de



La mosquée accueillera 120 000 fidèles.

CSCEC précisera que 189 cadres de l'entreprise ont été désignés pour le projet. Ceci en plus de 10 responsables principaux. Il notera, par ailleurs, que pour le lancement du projet, 50 gros engins ont déjà été mobilisés.

La Grande Mosquée d'Alger, une fois réalisée au terme de 48 mois de travaux, sera le troisième plus grand édifice religieux musulman du monde.

L'infrastructure pourra accueillir 120 000 fidèles

et sera dotée d'un minaret de 300 m de hauteur sur un terrain d'environ 20 hectares avec une surface brute de plus de 400 000 m².

La Grande Mosquée d'Alger sera dotée, également, d'une salle de conférences, d'un musée d'art et d'histoire islamiques, d'un centre de recherche sur l'histoire de l'Algérie, de locaux commerciaux, d'un restaurant, de bibliothèques et d'un parking de 6 000 places.

F.-Z. B.